

*XAVIER RAUFER - février 2016*

## **Statistiques criminelles, France 2015 : bizarreries et enfumage**

Qui oserait publier des statistiques sur l'évolution des cancers ou du Sida, dans une rubrique "anodins bobos" ? Or c'est ce que fait le gouvernement français, en ayant banni le mot "crime" de son vocabulaire et baptisé "chiffres de la délinquance" ce qui concerne plutôt des crimes sérieux. Or bien sûr, l'opinion s'inquiète des crimes : braquages, séquestrations et autres, pas de futilités "délits" comme le vol de bonbons au supermarché. Cette sémantique édulcoration est due à des "communiquants" ou publicitaires obsédés par l'anxyogène, tous ayant compris que l'électeur, ou consommateur, est mieux disposé quand il vit au calme, que quand il erre entre affolement et émotions violentes.

Comprenons pourtant le ministère de l'Intérieur : en matière de sécurité - même en oubliant les massacres de 2015 - la situation est mauvaise. Donc il faut édulcorer, enjoliver, noyer le poisson. Et bien sûr "communiquer", ce que l'Intérieur fait si agressivement que, disent de pourtant dociles journalistes, on frise désormais l'intimidation. Analysons donc les récentes statistiques criminelles de 2015. D'autant plus et mieux que le (peu intimidable) signataire étudie le sujet de longue date.

En 2015, on a constaté (toutes infractions confondues) 3,68 millions de crimes et délits, soit 0,7% de plus qu'en 2014 (3,65 millions). Constatons d'abord que l'état d'urgence (dès la mi-novembre 2015) n'a pas érodé la progression des infractions en 2015, ce que prédisait l'Intérieur. Faute de baisse, celui-ci parle donc de "stagnation", ce qui est malhonnête. Car en France, la criminalité stagne bien, mais très haut (en regard aux pays voisins). Imaginons une vallée alpine inondée. Si l'eau y stagne bas, les habitants ont les pieds dans l'eau. Mais si l'eau stagne en haut des monts - stagnation, toujours - ils sont tous noyés. C'est cela que nos officiels camouflent.

De même, l'Intérieur impute au terrorisme la multiplication des homicides. Là encore, c'est faux. Car à Paris et dans la petite couronne (Hauts de Seine, Seine Saint-Denis, Val-de-Marne) les homicides (hors attentats) ont bondi de 20% en 2015. Enfin (à l'échelle nationale), les violences visant les "dépositaires de l'autorité" (policiers, etc.) ont augmenté de 8% en 2015 : plus de 80 de ces agressions par jour, du 1<sup>e</sup> janvier au 31 décembre. Observons maintenant deux infractions traumatisantes : les vols à main armée (VAMA) ou "braquages", et les cambriolages. Dans les deux cas, l'Intérieur se félicite de leur baisse : qu'en est-il ?

**"Braquages"** : d'abord, l'effet de déplacement. La criminologie établit qu'en cas de péril soudain, les malfaiteurs s'adaptent et déplacent leurs crimes, soit dans le temps (attendre que la police quitte le quartier) ; soit dans l'espace (piller un secteur moins "fliqué") ; soit enfin dans leur pratique criminelle (passer à une activité plus discrète comme le racket).

Ensuite la dilution. Toujours plus, les "Vols à main armée" (crime passible de la Cour d'assises) sont, niveau police, dévalués en "vol violent avec arme", ou "violences en réunion sous la menace d'une arme" (simples délits). Niveau justice, tout nouveau braquage arrive au Parquet selon sa "nature d'affaire (NATAF)". Mais il en sort souvent selon une "nature d'infraction" (NATIF) qui l'escamote. Un tel bonneteau judiciaire fait statistiquement baisser des infractions qui, dans les rues, augmentent toujours.

Enfin, l'éparpillement. Si l'on multiplie les sous-catégories (VAMA visant les transports de fonds... les établissements industriels et commerciaux... les particuliers à domicile... Idem pour les "vols avec armes blanches" : à la fin, l'inquiétant et massif bloc de braquages devient de banals petits tas, dispersés ici et là. Effet de déplacement : si en 2015, les VAMA baissent bien de 31,5% dans l'agglomération niçoise, les effrayants "braquages à domicile" y explosent, eux, de + 62% (de 53 à 86). La statistique nationale confirme ce transfert : en 2015 les "séquestration de personnes" ont bondi en France de + 40%.

**Cambriolages** : Restons à Nice. Là encore, effet de déplacement. Les cambriolages de résidence principale y baissent certes de  $\pm 12\%$  - mais en même temps, ceux des résidences secondaires explosent de + 20%. Donc côté cambriolage, il y a sans doute stagnation plus que baisse réelle - toujours à un niveau très haut : rappelons que, selon la Fédération française des sociétés d'assurances, les cambriolages en France ont explosé de + 50%, de 2008 à 2013. Enfin, pour l'enquête nationale annuelle de victimation de l'ONDRP (2014, derniers chiffres disponibles), 568 000 ménages déclarent avoir été cambriolés, chiffre au plus haut depuis 2006).

Ainsi donc, nul grossier truandage des statistiques criminelles de 2015, mais des "oublis" et de la "chirurgie esthético-statistique". Les Français en sont-ils dupes ? Non. Début janvier 2016, un sondage (IFOP-Ouest-France) montre qu'une majorité de Français (56%) "ne fait pas confiance au gouvernement pour lutter contre l'insécurité".

Même, la population éprouve une inquiétude que l'on sent aisément monter. Si les médias nationaux évitent désormais l'anxyogène, les médias locaux parlent toujours du braquage commis au bourg voisin ; ce, sous forme de brèves. Or sur leurs sites Internet, ces journaux disposent souvent d'un compteur, le titre de la brève étant suivi de "Vue X fois". Qui relève les compteurs de ces sites réalise que, si le bobo-journalisme parisien dédaigne ces "faits divers", la France des oubliés, elle, s'en inquiète massivement.

Un exemple, parmi une masse d'autres. *Le Dauphiné*, 7/01/2016, à Cran-Gevrier (17 000 habitants) "Ils tentent de braquer le magasin, la gérante refuse" ; brève vue... 12 240 fois. Songeons maintenant à ces braquages de proximité frappant la France, au rythme réel de plus de 30 par jour : une poche de grisou sécuritaire est en train de gonfler. Vite et fort.//